

# **RAPPORT SUR LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION COMMUN DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA**

## **PLAN DE MOBILISATION DES RESSOURCES 2018-2021**

Ce Plan répond au point de décision 6.10 de la 40e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

*6.10. Demande au Directeur exécutif et au COC de rendre compte de l'évolution de la mobilisation des ressources lors de la 41e réunion du CCP, en présentant un plan de mobilisation commun et complet pour financer l'UBRAF dans sa totalité ;*

## I. INTRODUCTION

1. Nous vivons une époque remarquablement riche. L'extrême pauvreté diminue rapidement et les gens vivent plus longtemps à l'échelle mondiale. Néanmoins, l'inégalité et l'insécurité atteignent des proportions critiques. Les conflits, la famine et les catastrophes environnementales ont forcé des millions de personnes à quitter leur foyer. Avec des centres fluctuants de pouvoir mondial et une tension croissante entre l'ouverture et l'isolement, jamais le monde moderne n'a semblé aussi imprévisible.
2. Relever les défis actuels et réaliser la vision ambitieuse de l'Agenda 2030 de Développement durable (2030 Agenda for Sustainable Development - 2030 ASD) nécessite une réforme approfondie du système de développement des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies s'est engagé à mettre en place un système qui met l'accent sur le leadership, la responsabilisation, la collaboration, l'efficacité, l'optimisation des ressources et les résultats. Le Programme Commun des Nations Unies pour le VIH/sida (ONUSIDA) participe activement à ces processus et, dans certains cas, est considéré comme un pionnier.

### Travail inachevé

3. Dans ce contexte, la réponse au sida a montré des résultats remarquables. Le rapport *Comment le sida a tout changé* de 2015 de l'ONUSIDA porte sur l'impact incroyable de la réponse au sida sur la vie et les moyens de subsistance des populations, sur les familles, les communautés et les économies à l'ère des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En 2016, pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH ont eu accès à un traitement qui leur a sauvé la vie. Les décès liés au sida ont presque diminué de moitié depuis 2005, reflétant des progrès significatifs sur les cibles 90-90-90.
4. De plus, des investissements exceptionnels et des efforts extraordinaires du mouvement de mobilisation contre le SIDA ont permis d'élaborer les capacités nationales et les systèmes intersectoriels, de renforcer la mise en œuvre des programmes sanitaires et sociaux, d'amplifier la voix des communautés, d'améliorer la gouvernance et d'étendre les protections des droits. Ces atouts essentiels favorisent le bien-être et assurent une vie saine à tous les individus de tous les âges, et fournissent une base pour un avancement plus large vers de multiples Objectifs de développement durable (ODD).
5. Cependant, le travail demeure inachevé. Alors que presque 21 millions de personnes vivant avec le VIH sont sous traitement ; 1,8 million de personnes étaient nouvellement infectées par le VIH en 2016, et la stigmatisation, la discrimination et l'exclusion continuent d'alimenter l'épidémie de VIH. Malgré des progrès remarquables dans la réponse mondiale au sida, le monde est encore loin de son engagement à atteindre les cibles de couverture des services de dépistage et de traitement rapides (Stratégie d'accélération (Fast-Track)) d'ici à 2020 et à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Faute de quoi, les conséquences humaines, sanitaires, sécuritaires et économiques seront énormes.

## Faire les liens : un financement à la hauteur des ambitions

6. Avec l'ODD visant à mettre fin au sida d'ici 2030 et l'adoption par le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP) de la Stratégie d'accélération 2016-2021 (Fast-Track) de la riposte mondiale au sida, le niveau d'ambition de la réponse au sida est sans précédent. Cependant, les ressources disponibles pour la cette même réponse ont diminué de 7% l'année dernière, après plusieurs années de quasi stagnation. Les efforts visant à atteindre les 26 milliards de dollars d'investissements nécessaires d'ici 2020 pour concrétiser les objectifs Fast-Track de dépistage et de traitement rapides ne sont manifestement pas sur la bonne voie. Sans plus d'investissements nationaux et d'investissements internationaux continus, la couverture des services risque de stagner et la dynamique de réduction des infections au VIH et des décès liés au sida pourrait être perdue.
7. Au moment de son adoption, le soutien multipartite à la Stratégie ONUSIDA n'avait jamais été aussi élevé ; les lacunes à combler et les obstacles à surmonter étaient évidents. Pourtant, ce dynamisme a été mis en péril lorsqu'un certain nombre de facteurs en 2015, dont la crise des réfugiés, poussa plusieurs donateurs importants à réduire leurs contributions au Programme Commun<sup>1</sup>. Par conséquent, en 2016, moins de 75% du budget de base du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de 242 millions de dollars ont été mobilisés, ce qui a pesé sur la capacité du Programme Commun à réaliser sa Stratégie. Dans un contexte en évolution rapide et en réponse au décalage entre les ambitions et les attentes élevées de la riposte au sida, et le financement insuffisant de l'organisation qui guide à la fois la réponse des Nations Unies et la réponse globale, le Programme Commun a ouvert d'urgence une voie vers le renouvellement.

## Réformer pour obtenir des résultats

8. Face aux demandes croissantes d'approches multisectorielles et multipartites de la santé et du développement incarnées par le Programme Commun, l'impératif du changement offre l'occasion de renforcer son rôle d'incubateur de l'innovation au sein du système des Nations Unies et de contribuer au programme de réforme du Secrétaire général. Le Programme Commun a donc saisi l'opportunité de se transformer - y compris dans le domaine de la mobilisation des ressources.
9. Compte tenu de l'évolution rapide du contexte mondial et informé des conclusions du Panel mondial stratégique sur l'avenir du modèle du Programme commun de l'ONUSIDA, le Programme Commun affine son approche pour mettre fin au sida et renforcer son rôle de pionnier dans la réforme plus générale des Nations Unies.
10. Dans ce contexte, le CCP a demandé *au Directeur exécutif et au COC de rendre compte de l'évolution de la mobilisation des ressources à la 41e réunion du CCP, en présentant un plan commun général de la mobilisation des ressources pour un UBRAF entièrement financé.*
11. L'ONUSIDA joue un rôle clé en tant que défenseur et en mobilisant le monde pour une réponse mondiale au sida entièrement financée et s'engage à faire en sorte que la réponse, y compris la société civile, soit financée. Ce plan de mobilisation des ressources, cependant, se concentre uniquement sur les domaines spécifiques de perfectionnement et de réforme pour permettre une collecte plus efficace des ressources en vue d'un Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) entièrement financé<sup>2</sup>.

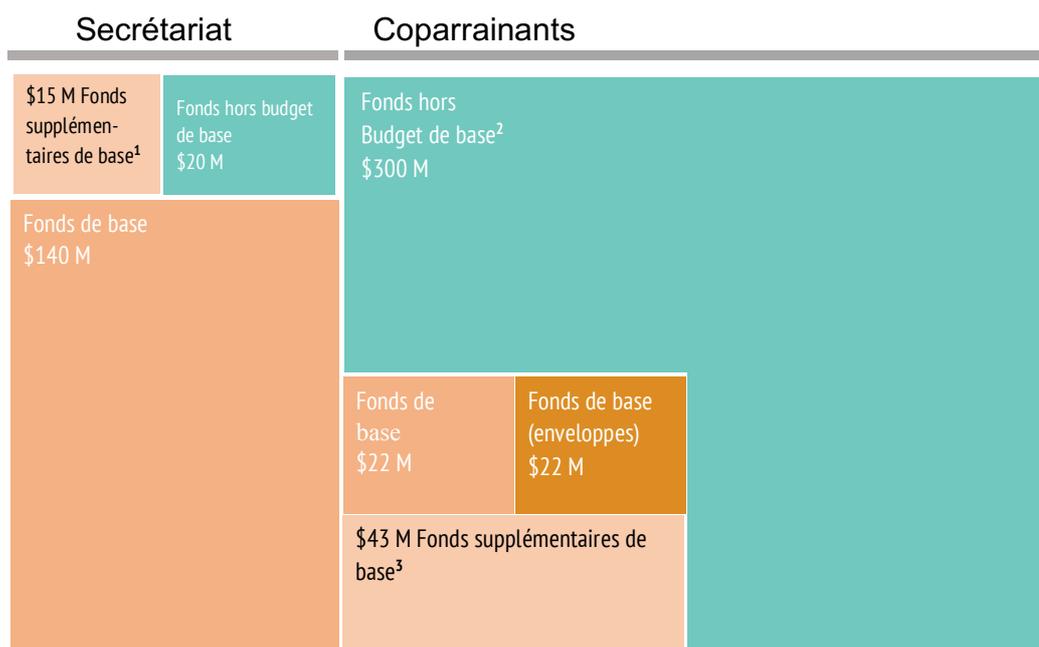
## Cadre 1. Alignement de l'ONUSIDA à l'Examen Quadriennal Complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

QCPR	ONUSIDA
Souligne qu'il n'existe pas d'approche « universelle unique » du développement et invite le système des Nations Unies pour le développement à redoubler d'efforts de façon intégrée, coordonnée, cohérente, opportune et flexible.	L'ONUSIDA est un programme commun composé de 11 agences des Nations Unies et d'un Secrétariat que l'ECOSOC ne cesse de décrire comme un exemple « de cohérence stratégique renforcée, de coordination, de gestion axée sur les résultats, de gouvernance inclusive et d'impact à l'échelon des pays, en fonction des contextes et des priorités nationales ».
Insiste sur le fait que l'architecture de gouvernance du système des Nations Unies pour le développement doit être plus efficiente, transparente, responsable et réactive aux États Membres, et capable d'améliorer la coordination, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des activités opérationnelles de développement.	Le modèle de gouvernance de l'ONUSIDA est unique et inclut les États Membres, les organismes coparrainants des Nations Unies et la société civile. Ce modèle inclusif a été décrit par l'ECOSOC comme un enseignement pour le système des Nations Unies pour l'après-2015.
Insiste en outre sur la nécessité d'accroître la cohérence et l'efficience dans l'ensemble du système, de réduire les doublons et de promouvoir des synergies entre les organes directeurs des entités du système des Nations Unies pour le développement.	Le Comité des organismes coparrainants (COC) facilite l'apport des contributions des Coparrainants à la stratégie, aux politiques et aux activités du Programme commun. Le Panel mondial stratégique devrait étudier la capacité du COC à garantir une cohérence des politiques entre le Conseil de l'ONUSIDA et les conseils des Coparrainants.
Appelle les entités du système des Nations Unies pour le développement à intégrer les Objectifs de développement durable dans leurs documents de planification stratégique et leurs travaux à tous les niveaux.	La Stratégie et l'UBRAF 2016-2021 de l'ONUSIDA sont alignés sur le Programme de développement à l'horizon 2030 et organisés par rapport à ses ODD, en privilégiant la réalisation de l'ODD 3.3 – mettre fin à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 – et en contribuant à la concrétisation de résultats plus larges en matière de santé, de développement, de droits de l'homme et d'égalité des sexes des ODD.
Insiste sur le fait que l'amélioration de la coordination et de la cohérence à tous les niveaux du système des Nations Unies pour le développement devrait être entreprise de sorte à reconnaître ses missions et rôles respectifs, et à utiliser plus efficacement ses ressources et son expertise unique.	Une répartition formelle des tâches reconnaît les missions, rôles, avantages comparatifs des Coparrainants, et s'efforce de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources.
Souligne l'importance d'une gestion axée sur les résultats, au sein et entre les entités et à tous les niveaux du système des Nations Unies pour le développement, comme composante essentielle de la responsabilité. Demande aux fonds, programmes et agences spécialisées des Nations Unies, le cas échéant, qui ne l'ont pas encore fait de mettre en œuvre des cadres intégrés de ressources et de résultats alignés sur leurs plans stratégiques afin de renforcer une budgétisation fondée sur les résultats.	L'UBRAF de l'ONUSIDA est un cadre unifié unique de budget, de plan de travail et de résultats qui inclut les ressources de base et hors budget de base des 11 Coparrainants et du Secrétariat. L'ONUSIDA a élaboré un cadre de résultats plus détaillé et priorisé pour 2016-2021 qui prévoit une chaîne complète de résultats depuis les contributions jusqu'à l'impact.
Note l'importance de la contribution du système des Nations Unies pour le développement dans l'objectif de soutenir les efforts des gouvernements pour atteindre les Objectifs de développement durable, dans le respect des droits humains... et insiste à cet égard sur le fait que tous les droits humains sont universels, indivisibles, interdépendants et interconnectés.	L'ONUSIDA amplifie en permanence la voix des communautés marginalisées et travaille pour promouvoir des ordres du jour plus larges en matière de santé, de développement et de droits de l'homme afin de veiller réellement à ce que personne ne soit laissé pour compte.
Appelle toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement à continuer de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes.	Le Secrétariat de l'ONUSIDA dispose d'un <i>Gender Action Plan</i> complet (plan d'action pour l'égalité des sexes) doté de domaines d'action et de cibles stratégiques clairs, et assorti des progrès mesurables au niveau de la réalisation de ces objectifs.
Encourage le système des Nations Unies pour le développement à intensifier sa collaboration avec des partenariats mondiaux, régionaux et nationaux innovants et axés sur les résultats.	L'ONUSIDA organise des partenariats inclusifs et transformateurs afin d'unir le système des Nations Unies, les gouvernements, les personnes vivant avec le VIH, la société civile, le secteur privé, des établissements de financement de premier plan, des universités, des scientifiques, les médias et des personnalités publiques influentes. Ces partenariats ont pour but de favoriser une modification systémique des moteurs essentiels de l'épidémie.
Prie instamment le système des Nations Unies pour le développement de mobiliser de multiples sources de financement et d'approfondir les partenariats avec d'autres parties prenantes concernées, dans le but de diversifier les sources potentielles de financement. Prie instamment les entités du système des Nations Unies pour le développement d'étudier plus avant des approches de financement innovantes afin de catalyser des ressources supplémentaires.	L'ONUSIDA reçoit des contributions de base d'un certain nombre de donateurs non traditionnels, y compris sept États Membres d'Afrique.

## II. LA STRATÉGIE DE L'ONUSIDA ET L'UBRAF

12. Le système des Nations Unies, dirigé par le Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), joue un rôle essentiel pour soutenir les efforts des pays visant à augmenter le financement national, accéder aux fonds internationaux et privés, faire fonctionner l'argent et, surtout, effectuer la transition à des arrangements de financement durables dirigés et appropriés par les pays.
13. L'ONUSIDA plaide également en faveur de l'adoption rapide de technologies et de modèles de prestation de services éprouvés pour rendre les réponses au sida plus efficaces et efficaces, notamment grâce à l'engagement de la société civile. La poursuite des investissements dans le rôle de l'ONUSIDA est donc d'une importance vitale pour atteindre les objectifs mondiaux. La Stratégie de l'ONUSIDA 2016-2021 énonce la stratégie globale et les priorités d'action spécifiques.<sup>3</sup> Le cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) fournit le cadre d'action pour traduire la stratégie en résultats et en budgets et responsabilités détaillés.

**Figure 1. Modèle révisé de mobilisation et d'allocation des ressources du Programme commun (par an)**



<sup>1</sup> Fonds supplémentaires pour renforcer le plaidoyer politique, l'information stratégique et l'appui à la société civile.

<sup>2</sup> Fonds hors budget de base pour la plupart affectés à de fins très spécifiques et ne pouvant facilement remplacer des fonds de base plus flexibles.

<sup>3</sup> Fonds supplémentaires mobilisés dans le cadre d'efforts conjoints de mobilisation de ressources.

14. Le Programme Commun repose tant sur des fonds de base que sur des financements hors budget de base pour soutenir son travail. Les financements hors budget de base représentent des fonds supplémentaires que le Programme Commun lève aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que des fonds que les Coparrainants mobilisent en interne. Les fonds recueillis par les Coparrainants sont essentiels à la mise en œuvre complète du UBRAF.

15. Un UBRAF entièrement financé, qui ne représente que 2,5% du total actuel du financement de l'aide au développement pour la riposte mondiale au sida, et moins de 1,3% des 19,1 milliards de dollars disponibles pour la riposte au sida dans les pays à faible et moyen revenu en 2016, est nécessaire pour s'assurer que le Programme Commun soit pleinement fonctionnel, capable de réaliser la Stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA et de maintenir le monde sur la voie de l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.

### III. LE MODÈLE DE FINANCEMENT ACTUEL

16. La mobilisation des ressources pour le UBRAF de base a été principalement la responsabilité du Secrétariat de l'ONUSIDA, sous la direction du Directeur exécutif. En outre, les Coparrainants ont développé des relations de financement thématiques institutionnelles qui sont gérées directement par le Coparrainant concerné. Ces fonds non basiques recueillis par les Coparrainants sont principalement destinés à des résultats spécifiques du UBRAF et ne peuvent être transférés dans d'autres domaines ni être utilisés pour remplacer les fonds de base plus flexibles.
17. La mobilisation des ressources de base du UBRAF pour le Programme Commun a été gérée par une équipe de huit membres du personnel équivalents temps plein au sein du Secrétariat. Cette équipe concentre la majorité de ses efforts sur les 33 donateurs gouvernementaux qui ont collectivement contribué à 95% de l'ensemble des ressources de base en 2016, parmi lesquels 10 donateurs ont contribué à 86%. La répartition des sources de financement de l'ONUSIDA est comparable à un certain nombre d'organisations internationales de taille similaire axées sur la santé. La plupart des agences des Nations Unies et le Fonds Mondial montrent une dépendance identique vis-à-vis des donateurs gouvernementaux (p. ex., pour le Fonds Mondial, 94% du financement provient de gouvernements avec 86% de financement provenant des 10 principaux donateurs).
18. Les équipes d'appui régionales (Regional Support Teams - RST) de l'ONUSIDA ont mobilisé avec succès des ressources supplémentaires et extrabudgétaires importantes<sup>4</sup> pour des initiatives programmatiques régionales sur une base ad hoc. Certains bureaux pays (Country Offices) de l'ONUSIDA ont également collecté des fonds localement auprès d'un ensemble de donateurs internationaux, du secteur privé et de sources nationales. Cependant, la majorité des ressources de base du UBRAF sont mobilisées au niveau mondial.

### **Mobilisation commune de ressources pour l'Afrique orientale et australe**

Les efforts conjoints du FNUAP, de l'UNICEF, de l'OMS et du Secrétariat de l'ONUSIDA en Afrique orientale et australe contribuent à renforcer les services intégrés en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR)/VIH et en matière des violences sexuelles et sexistes (VSS). Financé par l'ASDI (Agence suédoise de coopération internationale au développement), le programme s'appuie sur les leçons du précédent programme financé par l'ASDI et pour 2017-2021 vise à aider les pays de la région à:

- créer un environnement juridique et politique favorable ;
- intensifier la fourniture de services de SDSR/VIH/TB et de VSS intégrés, durables et de qualité centrée sur le client ;
- responsabiliser tout le monde, en mettant l'accent sur les adolescentes, les jeunes et les populations clés pour exercer leurs droits en matière de SSR, adopter des comportements protecteurs et promoteurs et accéder rapidement à des services intégrés de qualité ; et
- amplifier les leçons tirées de la mise en œuvre du Programme régional commun des Nations Unies pour renforcer les services intégrés de SDSR/VIH et de VSS pour tous, en particulier les adolescentes, les jeunes et les populations clés dans la région de l'Afrique orientale et australe (AOA).

Ce travail contribue aux ODD 3 et 5 et constitue un excellent exemple de prestation reliée aux ODD.

19. À partir de 2014, le Secrétariat a organisé des dialogues formels sur le financement avec les donateurs. Le mandat du Dialogue sur le Financement se trouve dans la résolution de l'Assemblée générale sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (67/226). Le dernier Dialogue sur le Financement a eu lieu en juin 2016 et portait sur le financement des priorités thématiques.
20. Le Programme Commun a entrepris une série d'initiatives à partir de 2011 pour accroître et diversifier le financement provenant de sources additionnelles telles que les donateurs gouvernementaux émergents, les dons d'entreprises, les fondations et les particuliers. Un certain nombre de donateurs émergents ont fait des contributions à l'ONUSIDA pour la première fois, mais à des niveaux relativement modestes et plusieurs cas ont été des contributions ponctuelles. De nouvelles relations de financement ont été établies avec des fondations et des fonds, mais le développement plus large des relations de financement avec les fondations, les sociétés et les particuliers en est encore à ses débuts. En outre, un certain nombre d'actifs potentiellement importants ont été développés, comme une entité légale pour la collecte de fonds privés aux États-Unis<sup>5</sup>, ainsi qu'une capacité à accepter des dons via le site Web de l'ONUSIDA.
21. Le réalignement récent du Secrétariat a renforcé les liens programmatiques pour le plaidoyer et permis le soutien à la collecte de fonds, tout en rassemblant un certain nombre de partenariats et d'activités de soutien à la collecte de fonds au sein d'un même département. Cette nouvelle configuration répond aux appels croissants des donateurs à passer des relations classiques donateur-bénéficiaire aux partenariats.

#### IV. PERTURBATION DANS LE PAYSAGE DU FINANCEMENT

22. Le modèle de financement existant répondait efficacement aux besoins financiers du Programme Commun depuis plus d'une décennie. Au cours des dernières années, une série de changements dans le paysage financier du Programme Commun, ainsi que la riposte plus large au sida et du financement mondial de la santé plus généralement, ont conduit à l'apparition et à l'aggravation régulière d'un déficit du financement. Un déficit du financement du UBRAF menace sérieusement la capacité de l'ONUSIDA à réaliser sa Stratégie 2016-2021.<sup>6</sup>
23. Entre 2013 et 2016, le financement du Programme Commun a diminué. Après un déficit de 41 millions de dollars en 2015, le budget approuvé du UBRAF de 242 millions de dollars pour 2016 a été sous-financé de 62 millions de dollars. Pour faire face à ce déficit, un certain nombre de démarches ont été entreprises de manière proactive. L'ONUSIDA a initié un plan stratégique de rétablissement soulignant les actions clés pour accroître les financements des donateurs. Les réserves des années précédentes ont été dépensées, les programmes de travail au niveau des pays ont été annulés ou reportés, les allocations de fonds de base aux Coparrainants ont été considérablement diminuées, le personnel a été réduit et redéployé et les coûts ont été diminués ainsi que l'efficacité améliorée. Le Secrétariat a également procédé à un réalignement profond de sa structure organisationnelle et de ses coûts, en se concentrant davantage sur les pays relevant de la Stratégie d'accélération (Fast-Track) et sur sa capacité à soutenir et développer des partenariats d'investissement multisectoriels avec les donateurs ainsi que le positionnement stratégique pour réaliser l'agenda plus vaste des ODD.
24. Le déclin du financement du UBRAF, qui a été massivement financé par les donateurs gouvernementaux, est apparu dans un contexte de croissance très faible de l'aide publique au développement (APD) (+ 1,3% de 2011 à 2016)<sup>7 8</sup> en parallèle à une crise des réfugiés sans précédent ayant pour résultat la réorientation de l'APD de plusieurs donateurs.<sup>9</sup> Entre 2014 et 2016, le montant de l'APD affectée aux dépenses pour les réfugiés au sein des pays donateurs a presque triplé, augmentant de 9,6 milliards de dollars.<sup>10</sup>
25. En 2015 se sont achevés les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), y compris l'Objectif 6 (ont stoppé la propagation du VIH/sida d'ici à 2015 et réalisé, pour 2010, l'accès universel au traitement du VIH/sida pour tous ceux qui en ont besoin), et les fonds pour la riposte au sida ont commencé malheureusement à décliner également. Pour un certain nombre de donateurs gouvernementaux, le VIH/sida n'est plus un pilier séparé de leurs stratégies d'APD. Cependant, avec 28 cibles liées à la santé réparties sur 11 ODD, cet agenda requiert une collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle sans précédent – une force de laquelle l'ONUSIDA peut tirer parti.
26. Entre 2011 et 2016, l'aide au développement en faveur de la santé (ADS) a augmenté très lentement (de 1,4% par an).<sup>11</sup> Au cours de la même période, le financement de l'ADS par l'intermédiaire des organisations sanitaires des Nations Unies a diminué de 0,4% par an pour atteindre 4.67 milliards de dollars en 2016, tandis que le Fonds Mondial et GAVI (Alliance du Vaccin) ont augmenté de plus de 7% par an pour atteindre 5.6 milliards de dollars.<sup>12</sup>
27. Alors que la réponse au sida reste le seul domaine de santé prioritaire bénéficiant du plus grand soutien, l'aide au développement pour celle-ci a diminué de -1,9% par an entre 2011 et 2016.<sup>13</sup> Dans le même temps, d'autres domaines prioritaires pour la santé ont connu une augmentation soutenue du financement de l'ADS. Sur une base annuelle entre 2011 et 2016, le financement de la santé des nouveau-nés et des enfants, de la

santé maternelle et d'autres maladies infectieuses a augmenté de 7,2%, 2,3% annuellement et 5,2% respectivement.<sup>14</sup> En résumé, le Programme Commun est confronté à un agenda sanitaire beaucoup plus dense où le financement global de la santé augmente à peine et où l'attention se détourne de la riposte au sida.

28. Le financement de la société civile semble avoir été particulièrement touché. La société civile joue un rôle crucial dans la prévention, le traitement, les soins et le soutien, et s'attaque à la stigmatisation et à la discrimination, tout en étant l'un des défenseurs les plus effectifs et les plus efficaces de la riposte au sida. La mise à échelle du traitement rapide n'aurait pas été possible sans les prestations de services communautaires et réalisées par la société civile. La plupart des grandes organisations de la société civile (OSC) nationales et internationales, ainsi que les organisations à base communautaire (OBC) dans de nombreux pays, dépendent fortement des fonds des donateurs internationaux. Les rapports en provenance d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient indiquent que la viabilité financière est un risque majeur, car le financement des donateurs a considérablement diminué.<sup>15</sup><sup>16</sup><sup>17</sup><sup>18</sup> Cela ne fait pas qu'affaiblir la riposte, mais aura des conséquences à long terme sur la capacité à maintenir l'attention des politiciens et de la politique mondiale sur la fin du sida.

### **Financement provenant du secteur privé**

29. Parallèlement à ces tendances de l'APD, les subventions privées nettes globales pour le développement ont à peine augmenté (0,5% par an entre 2011 et 2016).<sup>19</sup> Cependant, le soutien du secteur privé à la santé internationale a augmenté deux fois plus vite que le soutien des trésors nationaux (3% par an de 2011 à 2016) et représente maintenant près de 20% de l'ensemble des ressources.<sup>20</sup> Cette croissance a été largement soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates.<sup>21</sup> GAVI, le Fonds Mondial, l'OMS, UNITAID et l'UNICEF font partie des institutions de santé mondiales recevant des contributions importantes du secteur privé.
30. Pour un certain nombre de programmes et de fonds des Nations Unies, les dons individuels sont devenus une source de financement majeure et en croissance rapide, en particulier pour certaines agences d'exécution. L'UNICEF a collecté près de 1,5 milliard de dollars auprès du secteur privé en 2016, dont plus de 650 millions provenant de dons individuels.<sup>22</sup> De même, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui a commencé à se concentrer sérieusement sur la collecte de fonds auprès du secteur privé en 2010, a collecté plus de 350 millions de dollars auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers en 2016, dont plus de 232 millions provenant de dons individuels.<sup>23</sup> Dans les deux cas, les augmentations de financement provenant de sources privées se sont appuyées sur des activités nationales de collecte professionnelle de fonds utilisant la sensibilisation numérique en face à face et à faible coût, ainsi qu'une approche marketing directe de l'initiative ou du produit spécifique que les individus sont invités à soutenir.<sup>24</sup> <sup>25</sup>
31. La croissance des plateformes de médias sociaux et des campagnes virales avec des outils de microciblage sophistiqués, tels que ceux développés par Facebook, a considérablement réduit les coûts et les barrières à l'entrée pour la construction d'une base de donateurs individuels. Ces plateformes permettent un marketing sur mesure, où un seul message pour tous les publics est remplacé par de multiples micromessages adaptés au plus proche des intérêts de chaque individu, comme déterminé par leurs actions sur la plateforme des médias sociaux.
32. Dans le domaine du financement des partenariats avec des partenaires spécialisés, les arrangements de financement groupé et les fonds fiduciaires multidonateurs (FFMD)

sont des mécanismes prometteurs pour la mobilisation de ressources supplémentaires. De tels arrangements sont un mécanisme croissant pour un travail conjoint au niveau des pays, soutenu par la réforme de l'ONU et l'Agenda 2030, que l'ONUSIDA n'a pas encore exploité de manière proactive.

33. En revanche, si un certain nombre de nouveaux mécanismes de financement structurés ou innovants ont été mis en place au cours des dernières années, notamment des mécanismes de financement ou de garantie de marché, peu de nouvelles sources de financement ont vu le jour et plusieurs initiatives impliquent le reconditionnement des ressources existantes. Par exemple, la conversion des prêts de l'Agence japonaise de coopération internationale pour la poliomyélite a été financée par la BMGF (Bill et Melinda Gates Foundation) pour rembourser sous condition un prêt japonais pour des doses contre la poliomyélite, et le partenariat d'investissement de la Banque mondiale pour le programme de rachat de Polio-IDA a utilisé des fonds du partenariat d'investissement pour la poliomyélite (y compris les fonds BMGF) pour racheter des prêts de l'IDA en vue de programmes réussis de lutte contre la polio.
34. À plus long terme, le financement lié à l'investissement à retombées sociales (Impact Investment) lié à la santé peut offrir des possibilités d'accroître davantage le flux de ressources privées. Déjà aujourd'hui, il y a bien plus de 30 milliards de dollars investis dans des fonds de placement privés (private equity) et de gestion d'actifs à travers l'Afrique répondant aux définitions les plus strictes de l'investissement à impact social et environnemental.

## V. APERÇU DU PLAN DE MOBILISATION DES RESSOURCES 2018–2021

35. Le Plan commun de mobilisation des ressources de l'ONUSIDA vise à mobiliser 242 millions de dollars par an pour 2018-2021 en faveur d'un UBRAF entièrement financé. L'ONUSIDA continuera également de plaider en faveur d'une riposte au sida entièrement financée et de soutenir les efforts de la société civile pour mobiliser des fonds supplémentaires pour un plaidoyer efficace en faveur de la riposte mondiale au sida<sup>26</sup>. Les actions et les objectifs du plan sont définis à court terme (à la mi-2018), à moyen terme (à la fin de 2020) et à long terme (2021-2022 et au-delà). Le plan actuel est axé sur trois grands piliers soutenus par une mobilisation commune renforcée des ressources ainsi que par des communications efficaces du Programme Commun :

### Soutenir, renforcer et mobiliser le financement des donateurs gouvernementaux

36. Le financement continu des donateurs actuels sera essentiel pour soutenir le Programme Commun. Les efforts se concentreront sur le renforcement des communications sur les contributions uniques et la valeur ajoutée du Programme Commun et un plus grand engagement des membres du CCP, des champions et des influenceurs de haut niveau pour plaider en faveur d'un UBRAF entièrement financé. Les feuilles de route spécifiques aux donateurs existants seront renforcées et des feuilles de route supplémentaires seront élaborées pour mieux articuler les domaines spécifiques de collaboration pour le partenariat. L'ONUSIDA renforcera également la communication sur les résultats et l'impact du Programme Commun et sa contribution à la réalisation des ODD.
37. Alors que des efforts ont été entrepris pour élargir la base de financement du UBRAF, le plan se concentre davantage sur un nombre limité de donateurs gouvernementaux supplémentaires, lorsqu'il y a un potentiel de financement accru pour le UBRAF. Ce sont des donateurs qui fournissent un financement important pour la riposte mondiale au sida, mais qui n'ont pas financé l'ONUSIDA de manière significative ou des donateurs

qui ne sont pas engagés dans la cause du sida, mais qui ont le potentiel d'augmenter les investissements dans certains domaines de la réponse au sida. Les efforts se concentreront sur l'identification des différents domaines d'intérêt et le développement de cas d'investissement spécifiques (thématiques et/ou géographiques) en accord avec la stratégie Fast-Track et le cadre des ODD.

#### Développer le financement provenant du secteur privé

38. La collecte de fonds dans le secteur privé comprend des fonds provenant de sociétés, de fondations et de dons individuels. Les subventions privées au développement financent une part importante des dépenses de fonctionnement des principales institutions humanitaires et de développement. La collecte de fonds auprès du secteur privé n'a jamais été une priorité de mobilisation de ressources pour le Programme Commun, dont moins de 1% du budget est actuellement financé par le secteur privé. Le Programme Commun a identifié la collecte de fonds du secteur privé comme une opportunité de croissance stratégique et alignera les capacités internes et les ressources pour soutenir cette opportunité.

#### Tirer parti d'autres partenariats et de financements innovants

39. Le Programme Commun reçoit des fonds supplémentaires de divers partenariats avec des institutions intergouvernementales, de santé et de développement, ainsi que des arrangements de financement groupé. Le plan a identifié un certain nombre de possibilités d'augmenter modestement le financement de ces partenariats. En outre, le plan a identifié plusieurs opportunités à plus long terme pour générer de nouveaux financements à partir de sources de financement innovantes telles que l'investissement privé à retombées sociales (Impact Investment) ainsi que des instruments de financement innovants tels qu'une taxe sur le tourisme. Le Secrétariat a déjà renforcé et concentré la capacité de soutenir des partenariats plus solides et mettra en œuvre des feuilles de route détaillées pour les partenaires tout en développant de nouvelles sources de financement innovantes.

#### **Soutenir, renforcer et mobiliser le financement des donateurs gouvernementaux**

40. Les donateurs gouvernementaux fournissent aujourd'hui 95% du financement du Programme Commun. Dans tous les scénarios prévisibles, les donateurs gouvernementaux continueront d'être la pierre d'assise du financement du Programme Commun pour au moins les cinq prochaines années. La démarche de mobilisation des ressources repose sur une segmentation claire des partenaires engagés de longue date, des partenaires pour la croissance et des partenaires potentiels nouveaux et émergents.

#### Partenaires gouvernementaux engagés de longue date

41. L'ONUSIDA a été soutenue au fil des années par des donateurs de longue date qui ont démontré leur engagement à l'égard du Programme Commun et fournissent une grande partie de son financement. Il est essentiel de soutenir ce groupe de donateurs et de développer le partenariat, y compris l'élaboration d'accords pluriannuels, le cas échéant.

42. Pour chacun de ces donateurs, le Programme Commun continuera à collaborer avec la société civile et d'autres influenceurs clés, y compris des personnalités éminentes et des supporters de renom pour sensibiliser les décideurs des parlements et des ministères à fournir un soutien financier solide et stable au Programme Commun. Le calendrier des activités de promotion et le plan coordonné de collaboration sont détaillés dans les feuilles de route individuelles des donateurs.

43. Les feuilles de route des donateurs ont été élaborées en consultation avec les parties prenantes concernées du pays et comprennent des domaines de collaboration, de partenariat et de résultats. Un exemple de modèle de feuille de route illustrant ses principales composantes figure à l'Annexe 2.
44. Le Programme Commun renforcera également la participation des Équipes conjointes au niveau des pays avec les partenaires donateurs dans le pays afin de rationaliser davantage le partenariat et de collecter des fonds supplémentaires si possible. L'ONUSIDA investira dans le renforcement des capacités des Équipes conjointes, en étroite coordination avec le Siège, pour engager des partenariats avec des donateurs dans le pays et en communiquer les résultats.

#### Partenaires gouvernementaux pour la croissance

45. Ce segment de donateurs gouvernementaux actuels comprend des investisseurs majeurs dans la riposte au sida dont l'investissement collectif dans le Programme Commun en 2017 d'environ 10 millions de dollars est bien inférieur à leur potentiel. Pour ce groupe de donateurs, la mission de mobilisation des ressources consiste à accroître considérablement le financement de base dans le but de tripler les contributions collectives. Une analyse détaillée de chacun de ces donateurs a identifié le contexte spécifique pour les engagements inférieurs aux engagements potentiels ainsi que des feuilles de route claires pour augmenter les contributions. L'énoncé renforcé et adapté au donateur de la valeur ajoutée, des résultats, des initiatives clés et des propositions d'investissement de l'ONUSIDA est tout particulièrement crucial pour ce groupe de donateurs.
46. En parallèle, un effort accru de promotion doit être mené donateur par donateur en impliquant les Coparrainants, les membres du CCP, les dirigeants de l'ONU, les champions, la société civile, les influenceurs de haut niveau et les partenaires.

#### **Examen du MOPAN de l'ONUSIDA**

Un groupe de 18 des principaux donateurs de l'ONUSIDA a publié un rapport soulignant la valeur unique de l'ONUSIDA pour les communautés qu'elle sert et ses partenaires et parties prenantes clés. L'évaluation, réalisée par le Réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales (Multilateral Organisation Performance Assessment Network - MOPAN), mis en place pour suivre la performance des organisations multilatérales de développement au niveau national, a trouvé que l'utilisation par l'ONUSIDA des informations stratégiques, son pouvoir de rassembler et ses systèmes de responsabilisation mutuelle figure parmi ses principaux atouts. L'ONUSIDA a été évaluée dans des domaines incluant la gestion stratégique et opérationnelle et la production de résultats. L'évaluation a identifié un ensemble de domaines clés dans lesquels l'ONUSIDA a obtenu les meilleurs scores, y compris la réalisation des résultats, le cadre organisationnel et financier, la pertinence pour les partenaires et la focalisation sur les résultats.

### **PEPFAR et l'ONUSIDA: un partenariat essentiel pour en finir avec le sida d'ici 2030**

La collaboration de longue date entre l'ONUSIDA, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et le Fonds Mondial assure l'atteinte des objectifs de sauver des vies, améliorer la sécurité sanitaire nationale et mondiale, et arriver à un meilleur partage mondial des responsabilités.

PEPFAR a investi plus de 70 milliards de dollars dans la réponse mondiale au sida depuis 2003 avec des conséquences positives considérables en termes de protection des vies et réduction des besoins futurs. Alors que l'économie mondiale se cesse de croître, les pays intensifient leurs efforts pour contribuer à la réponse au VIH grâce à leurs propres investissements.

Le gouvernement américain contribue au fonds de base annuel de l'UBRAF à hauteur de 45 millions de dollars.

47. Le CCP a eu un rôle de leadership clé dans le façonnement de l'agenda mondial du sida et dans le plaidoyer pour une réponse mondiale au VIH pleinement financée. Le plaidoyer peut également être réalisé par les membres du CCP auprès de leurs pairs (en particulier ceux où le financement de l'ONUSIDA est limité) pour souligner la nécessité d'un UBRAF entièrement financé pour diriger et soutenir la réponse mondiale au sida. Il sera également important pour l'ONUSIDA de renforcer davantage ses communications sur la valeur ajoutée de l'ONUSIDA dans la riposte mondiale au sida et ses contributions pour que les investissements du Fonds Mondial fonctionnent au niveau des pays. Alors que la plupart des pays exécutants reconnaissent le rôle crucial joué par l'ONUSIDA pour soutenir les réponses nationales au VIH, aucun effort concerté n'a été déployé avec le Fonds Mondial pour mettre en évidence ce rôle crucial, en particulier auprès des gouvernements donateurs qui investissent dans le Fonds Mondial avec peu de financement pour l'ONUSIDA. Par conséquent, il a été convenu lors du CCP de juin 2017 que les présidents du CCP et du Fonds Mondial s'engagent à tracer la voie du financement proportionnel, y compris des opportunités d'organiser des discussions orientées vers l'action au sein des conseils respectifs.

« L'ONUSIDA apporte un soutien précieux au Fonds Mondial et à la réponse plus large au sida pour favoriser un cycle de subventions du Fonds Mondial mené par les pays, cohérent et inclusif. »

*Évaluation indépendante du partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds Mondial - Rapport final. UNAIDS/PCB (40)/CRP3, 2017.*

#### Partenaires gouvernementaux potentiels nouveaux et émergents

48. Le Programme Commun mettra également l'accent sur un certain nombre de donateurs gouvernementaux émergents, parmi lesquels certains ont déjà contribué ainsi que sur de nouveaux donateurs potentiels spécifiquement évalués comme ayant un potentiel plus élevé à moyen et long terme. Pour ce groupe de donateurs, la mission de mobilisation des ressources est de commencer ou de continuer à établir une relation de financement pour les fonds de base lorsque cela est possible et des fonds supplémentaires pour l'utilisation dans les régions ou dans les pays.

**Actions prioritaires :  
Soutenir, renforcer et mobiliser le financement des donateurs gouvernementaux**

- Développer davantage, améliorer et mettre en œuvre les feuilles de route des donateurs pour les 35 donateurs gouvernementaux identifiés par segments, y compris le maintien à jour des dernières informations sur les tendances des donateurs, les priorités, etc. à utiliser dans le Programme Commun (pour les donateurs existants).
- Assurer la disponibilité du budget pour le développement de propositions d'investissement opportunes et de haute qualité.
- Renforcer la sensibilisation des pays donateurs et élaborer des priorités et un programme de partenariat convenus.
- Visites auprès des donateurs et promotion organisées conjointement par le Secrétariat, les Coparrainants, les dirigeants du Conseil d'administration du CCP, les États membres et d'autres partenaires (p. ex. le Fonds Mondial) pour faire le plaidoyer auprès des influenceurs clés et des politiciens, y compris les parlementaires, la société civile et le secteur privé.
- Encourager l'engagement des dirigeants du CCP et des membres du Conseil d'administration pour promouvoir auprès de leurs pairs la nécessité d'un Programme Commun entièrement financé.
- Faciliter les échanges avec les principaux pays d'exécution (politique, société civile et autres) pour promouvoir auprès des partenaires donateurs la valeur ajoutée du Programme Commun.
- Développer et mettre en œuvre des stratégies de communication communes et ciblées pour mettre en évidence les contributions à valeur ajoutée et claires du Programme Commun dans tous les canaux de communication, y compris les profils de donateurs sur le site Web, les récits en provenance du terrain sur l'impact sur les thèmes et priorités spécifiques etc.
- Mettre en œuvre les recommandations des revues sur les donateurs, le cas échéant, ou renforcer les domaines identifiés dans ces rapports.
- Fournir des orientations supplémentaires, renforcer les capacités et soutenir les efforts de mobilisation de ressources pour le Programme Commun au niveau des pays.
- Soutenir le développement et l'examen des propositions de financement, y compris le développement du Registre des Investissements (Investment Book).
- Renforcer les Dialogues sur le Financement et rehausser significativement leur profil.
- Développer une promotion ciblée pour les pays (y compris la Commission européenne) engagés dans la réponse mondiale au sida, mais qui ne financent pas adéquatement le Programme Commun.
- Identifier les flux de financement non liés à la santé qui sont pertinents (p. ex., genre, droits de l'homme, etc.) et explorer la collecte de fonds ciblée à partir de ces flux.

## Développer le financement provenant du secteur privé

49. L'épidémie de VIH et l'agenda plus large des ODD nécessitent une riposte multisectorielle et multipartite incluant les gouvernements, la société civile et le secteur privé. La collecte de fonds dans le secteur privé est généralement divisée en dons individuels, dons d'entreprise et fondations.
50. Étant donné qu'il s'agit d'un domaine dans lequel le Secrétariat n'a effectué auparavant que des investissements limités, ce plan se focalise significativement sur le renforcement de la collecte de fonds auprès du secteur privé et fournit des justifications supplémentaires et des actions détaillées dans cette section.

### Dons individuels

51. En 2016, les individus ont donné environ 500 milliards de dollars à travers le monde pour un large éventail de causes, y compris la religion, l'art, les sciences humaines, l'environnement, la santé et les questions internationales.<sup>27</sup> Les dons individuels comprennent des dons importants de particuliers fortunés, ainsi que des millions de petits dons de particuliers dans presque tous les pays. En dollars absolus, les États-Unis représentent plus de 60% de tous les dons individuels à l'échelle mondiale.
52. Les dons importants provenant de particuliers fortunés représentent une part moins importante des dons individuels et peuvent être encore plus gourmands en gestion que les dons de sociétés et de fondations, car ces types de donateurs exigent un engagement continu et un suivi important. L'UNICEF et l'UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) collectent 5 à 7% de leurs dons individuels grâce à de gros dons.<sup>28 29</sup> Les dons importants d'individus fortunés sont moins prévisibles et durables que les dons individuels à petite échelle, et souvent plus ciblés. Cela restera très probablement une niche liée aux événements annuels plutôt qu'un domaine de concentration intense pour le Programme Commun.
53. Le don individuel à petite échelle est l'occasion unique de renforcer le modèle de financement de l'ONUSIDA. Il est constitué de petits dons de donateurs individuels qui sont touchés par des collectes de fonds en face à face, des activités de sensibilisation en ligne et des campagnes de marketing direct par l'intermédiaire de différents médias. L'acquisition de donateurs individuels comporte un coût initial qui varie en fonction du marché et de l'approche d'acquisition, ainsi que de l'ambition des objectifs. Une forte proportion de donateurs individuels peuvent devenir des donateurs réguliers s'ils sont soutenus par la sensibilisation. Au HCR par exemple, 63% de tous les petits donateurs individuels sont récurrents. Le don mensuel par ces personnes est un don réservé aux Nations Unies que le donateur verse par le biais d'un transfert automatique à partir de son compte bancaire ou de sa carte de crédit. L'UNICEF compte 4,5 millions de petits donateurs réguliers ;<sup>25</sup> le HCR en compte 1 million.<sup>26</sup> La moyenne mensuelle des donation par donateur peut être faible (20 dollars au HCR), mais l'impact de ce financement prévisible et non-assigné peut être considérable.
54. Les calendriers pour la réussite d'une opération de dons individuels ont été considérablement réduits à l'ère numérique. Alors que dans l'ère prénumérique, il aurait fallu 20 ans pour recueillir 100 millions de dollars par an à partir de dons individuels, le HCR l'a fait en cinq ans.<sup>30</sup> Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a connu un succès notable dans la collecte de fonds grâce aux dons en ligne avec un investissement limité, ayant collecté quelque 20 millions de dollars depuis le début de l'année 2015, dont 11,6 millions de dollars en 2016.

55. L'ONUSIDA se concentrera sur le renforcement de sa capacité à utiliser les donations en ligne pour l'approche la moins coûteuse, tout en reconnaissant que le soutien de ces donateurs nécessite une sensibilisation.
56. L'approche utilisée pour développer ce plan a bénéficié des conseils d'un certain nombre de conseillers externes hautement expérimentés aux principales opérations de collecte de fonds du secteur privé dans le monde et qui feront l'objet d'une analyse détaillée du marché, d'une vérification diligente et d'une planification organisationnelle. Elle recommande l'établissement d'un nombre limité d'entités juridiques spécifiques à un pays, capables de solliciter de tels dons. L'ONUSIDA a déjà établi une telle entité juridique aux États-Unis, qui continue d'être le plus grand marché pour les dons individuels.

### Dons d'entreprise

57. Les dons des entreprises, notamment par des fonds ou des fondations financés uniquement par une seule entreprise, représentent une part relativement faible de l'aide au développement dans le domaine de la santé (691 millions de dollars en 2016) et une très petite partie de l'aide au développement dans le domaine du VIH (86 millions de dollars en 2016). « Funders Concerned About AIDS » (FCAA) (les Donateurs concernés par le sida), une organisation basée aux États-Unis qui surveille les contributions au niveau des subventions à la riposte au sida, identifie 15 entreprises qui apportent plus de 100000 dollars à cette dernière. D'autres sources identifient une quinzaine d'entreprises qui accordent des subventions substantielles au VIH dans le monde. Le Programme Commun a établi des relations avec une poignée d'entreprises et, au cours des trois dernières années, a reçu un modeste financement de la part de deux fonds d'entreprise, avec une contribution importante supplémentaire en cours. L'OMS, en tant que référence, a collecté plus de 51 millions de dollars auprès de plus de 30 sociétés et fonds d'entreprise en 2016.
58. Les fabricants de produits pharmaceutiques, de diagnostics et d'équipements médicaux ainsi que les fournisseurs de services d'assurance, de technologie et de soins de santé privés ont un rôle essentiel à jouer pour atteindre l'ODD3 qui, entre autres objectifs de santé et de bien-être, vise à éradiquer l'épidémie de VIH d'ici 2030. L'opportunité pour ONUSIDA est triple : catalyser plus d'engagement de ces entreprises et en viser de plus importantes ; veiller à ce qu'elles soient alignées aux efforts du gouvernement, de la société civile et d'autres entreprises ; et leur permettre d'avoir un plus grand impact.
59. Le plan de mobilisation des ressources se concentre dans un avenir immédiat sur une liste restreinte établie d'objectifs corporatifs à fort potentiel basée sur un examen approfondi de l'entreprise. À la suite d'une diligence raisonnable, le financement d'entreprises et l'engagement stratégique seront sollicités pour des initiatives thématiques claires et mesurables avec des retours sur investissement et une visibilité pour le donateur. En outre, des efforts seront déployés pour mobiliser les entreprises en faveur de dons en nature de biens et services, y compris des solutions et des technologies innovantes.

### Fondations

60. Le partenariat avec des fondations ayant une portée internationale offre à la fois un fort potentiel pour combler le déficit de ressources actuel et une opportunité de tirer parti

d'atouts tels que l'expertise technique et le pouvoir de rassembler pour faire progresser la réponse mondiale au sida.

61. Les fondations, y compris la Fondation Bill et Melinda Gates, contribuent beaucoup plus à l'aide au développement pour la santé (5,7 milliards de dollars en 2016) et le sida (581 millions de dollars en 2016)<sup>31</sup>. La FCAA a identifié 105 fondations qui ont donné plus de 100 000 dollars à la riposte au sida en 2016. Le Programme Commun a établi des relations avec un petit pourcentage de ces fondations et, au cours des trois dernières années, a reçu un modeste financement de la part de six fondations.
62. Comme pour les entreprises, ce plan de mobilisation des ressources se concentre dans l'immédiat sur une courte liste établie de fondations à fort potentiel basée sur un examen détaillé. Des objectifs clairs ont été fixés pour chaque fondation sur cette liste restreinte. Les fondations seront sollicitées pour financer des initiatives thématiques claires et mesurables, basées sur des propositions élaborées par le Programme Commun, en mettant l'accent tout particulièrement sur l'innovation et les résultats pour les individus (personnes vivant avec le VIH, femmes et filles, jeunes, etc.). Des opportunités seront créées pour impliquer les fondations dans le travail de l'ONUSIDA, en approfondissant leur engagement dans la réalisation d'objectifs partagés aux niveaux national, régional et mondial.

**Actions prioritaires :**  
**Soutenir, renforcer et mobiliser le financement des donateurs gouvernementaux**

- Élaborer un plan d'affaires détaillé avec des évaluations de marché et une diligence raisonnable appropriée pour la collecte de fonds auprès des entreprises, des fondations et des particuliers, en privilégiant la collecte de fonds numérique à moindre coût.
- Travailler avec l'entité légale ONUSIDA établie (503 C1) aux États-Unis pour développer un plan d'affaires dans le but principal de recueillir des fonds auprès des particuliers, des fondations et des entreprises.
- Établir d'autres entités juridiques nationales de collecte de fonds dans au moins quatre pays d'ici 2020.
- Développer un plan opérationnel central pour fournir un soutien aux entités nationales, en mettant l'accent sur la gestion et le personnel, la finance et les flux financiers, les dispositifs, les outils, l'acquisition et la rétention des donateurs par le biais de campagnes, mouvements et événements.
- Mettre en place une capacité de soutien aux communications et des liens avec les pays afin de permettre un flux continu de thèmes de collecte de fonds et de récits de pays.
- Construire sur le nouveau site Web de l'ONUSIDA (et éventuellement des sites Web nationaux sur mesure dérivés du site central), des liens de dons, des opt-in par adresse e-mail et des invitations à cliquer sur des thèmes de collecte de fonds liés à la mise en évidence du travail du Programme Commun avec la possibilité de faire un don pour le travail des Coparrainants sur le VIH.
- Mettre immédiatement l'accent sur l'expansion du financement à partir de la liste restreinte des principaux partenaires entreprises et fondations.

- Identifier un plus grand nombre de sociétés et de fondations supplémentaires avec lesquelles travailler en partenariat avec le Programme Commun et élaborer des stratégies d'engagement claires pour le financement.
- Élaborer des directives en matière de diligence raisonnable et de conflit d'intérêts pour la collaboration avec les entreprises.
- Renforcer les compétences et les capacités au sein du Programme Commun, en particulier au niveau national, pour travailler avec les entreprises à travers le développement d'un guide d'engagement des entreprises et des outils d'accompagnement, des analyses de rentabilité (business cases) pour les secteurs industriels, des ateliers (workshops), etc.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation pour promouvoir le rôle, la responsabilité et l'opportunité pour le secteur privé de contribuer financièrement ou d'une autre manière au Programme Commun et sinon concernant l'ODD 3.
- Développer et tenir un calendrier d'événements et d'étapes importantes pour la collecte de fonds.

## **Autres partenariats et financements innovants**

### Autres partenariats et sources

63. Le Programme Commun entretient des relations bien établies avec plusieurs banques et fonds de développement régionaux (BAfD, BAD, OFID, Banque islamique de développement) qui ont fourni des fonds supplémentaires modestes au Programme Commun les années précédentes. Il existe des opportunités pour développer ces relations sur la base d'investissements thématiques adaptés, en particulier liés au cadre des ODD et aux initiatives régionales.
64. En tant que mécanisme financier, le Fonds Mondial s'appuie sur la contribution de l'ONUSIDA afin d'assurer que les programmes financés sont effectivement développés et réalisés. Les résultats de l'évaluation indépendante du partenariat entre le Fonds Mondial et l'ONUSIDA démontrent bien la force transformative et le travail commun réalisé dans les pays. Comme le Programme Commun apporte un soutien substantiel au Fonds Mondial<sup>32</sup>, il est important que l'écosystème du sida soit fonctionnel et entièrement financé, y compris un Programme Commun solide.
65. Le Fonds Mondial fournit des fonds substantiels à certains Coparrainants (en tant que bénéficiaires principaux pour des subventions spécifiques ou pour une assistance technique). Le Panel mondial stratégique a recommandé un renforcement de la relation<sup>33</sup> entre le Fonds Mondial et le Programme Commun, dont le financement du Programme Commun. Le Fonds Mondial et le Secrétariat de l'ONUSIDA doivent construire sur leur collaboration actuelle et identifier d'autres opportunités d'engagement stratégique. Le protocole d'accord en cours de développement entre les deux entités offre l'opportunité de définir des domaines de collaboration spécifiques.

### **ONUSIDA et le Fonds Mondial**

Créé en 2002 en tant qu'instrument de financement innovant, le Fonds Mondial devait être « plus léger, plus rapide et plus axé sur les affaires », l'accent étant mis sur le transfert rapide de fonds aux pays et aux communautés. À l'époque, on estimait généralement que le manque de financement plutôt que les obstacles techniques constituait le frein majeur à l'intensification des programmes de prévention et de traitement du sida, de la tuberculose et du paludisme. Les mécanismes d'aide existants étaient considérés comme trop lents et mal adaptés à une augmentation rapide du financement. À sa création, le Fonds Mondial était censé s'appuyer sur le modèle de partenariat dans lequel les partenaires techniques, notamment l'Organisation mondiale de la santé et l'ONUSIDA<sup>1</sup> continueraient de fournir des conseils stratégiques et techniques aux pays tandis que le Fonds Mondial se focalisait sur le décaissement de fonds.

Cependant, la croissance rapide du financement au cours des premières années a entraîné un déséquilibre de l'architecture globale du partenariat. Le financement des pays a augmenté rapidement, tout comme le Secrétariat du Fonds Mondial. Les partenaires techniques, bien que censés répondre à la demande croissante d'assistance technique pour que l'argent fonctionne, n'ont pas été financés proportionnellement pour jouer ce rôle. Pour illustrer cela, le Fonds Mondial a décaissé en 2005 des dons liés au VIH d'un montant approximatif de 457 millions de dollars, qui ont atteint presque 1,5 milliards de dollars en 2016. Le UBRAF de base s'élevait à 133 millions de dollars en 2005 et a légèrement augmenté pour atteindre 180 millions de dollars en 2016. De même, le financement global de la réponse au sida a également augmenté de manière significative au cours de ces années, tout comme l'épidémie.

Cela impose des pressions importantes sur les partenaires techniques pour continuer à fournir un soutien crédible aux pays pour faire en sorte que les mécanismes du Fonds Mondial fonctionnent pour un impact maximum. Les partenaires techniques consacrent une part importante de leurs ressources techniques et programmatiques au niveau mondial et national, ce qui est essentiel pour que le Fonds Mondial :

- priorise ses investissements (p. ex., informations stratégiques et moteurs de l'épidémie, y compris les cas d'investissement),
- définisse des orientations stratégiques (p. ex., déclaration politique ; directives sur les tests et le traitement ; et, cadre pour 90-90-90),
- construise et renforce le partenariat (p. ex., s'assurer que les partenaires clés, y compris la société civile disposent d'un espace au niveau des pays via les Comités de Coordination Multisectoriel - CCM),
- stimule l'intégration des services de santé,
- mesure l'impact (p. ex. la qualité des services et l'impact sur l'épidémie) ; et
- prépare à la transition et à la durabilité (p. ex., promouvoir le financement national, des plans de durabilité et de transition pour les pays en voie de développement).

Certains donateurs aux Fonds Mondial ont reconnu cela et fournissent des financements spécifiques pour l'assistance technique soutenant les subventions du Fonds Mondial. Cependant, ces rôles fondamentaux ne sont parfois pas adéquatement reconnus ou proportionnellement financés par de nombreux donateurs du Fonds Mondial.

Un Programme Commun financé de manière adéquate sera essentiel dans de nombreux pays, en particulier pour faire en sorte que les pays passent par une transition bien gérée vers l'appropriation par les pays et la durabilité.

66. La Commission européenne fournit un financement important au Fonds Mondial, mais pas au Programme Commun. Il s'agit d'une opportunité à fort potentiel, qui peut être saisie à l'aide d'une stratégie claire.

67. Les mécanismes des Nations Unies, tels que les arrangements de financement groupé et les fonds fiduciaires multidonateurs (FFMD), ont fourni des niveaux modestes de

financement au Programme Commun en 2016. Comme ces arrangements prennent de plus en plus d'importance, il serait d'une importance stratégique de mettre en place un réseau actif de partage d'informations à New York ainsi qu'au niveau des pays afin de rechercher plus activement ces fonds.

### **Faire travailler l'argent : Appui technique de l'ONUSIDA aux subventions du Fonds Mondial**

Liée à l'appui du gouvernement américain au Fonds Mondial, l'ONUSIDA reçoit un financement supplémentaire du PEPFAR (President's Emergency Plan for AIDS Relief) pour un appui technique. Ce financement soutient les dispositifs d'appui technique (Technical Support Facilities - TSF) de l'ONUSIDA, grâce auxquelles une part importante de l'appui technique, en termes de dollars et de missions, est fournie à la réponse au sida. Les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA ont été des véhicules très réactifs, plaçant des consultants de haute qualité sur le terrain dans un délai remarquablement court de 18 à 25 jours. Par rapport aux autres prestataires de l'appui technique, les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA ont servi le plus grand nombre de pays, la plus large gamme de types de clients et sont les plus proches de la couverture complète du cycle (de la compréhension des épidémies et des réponses à l'appui et à la transition aux réponses). Collectivement, les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA ont pris en charge la fourniture d'un appui technique axé sur la demande dans 70 pays en 2015.

Les consultants recrutés par l'intermédiaire des dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA desservent le plus grand nombre possible de clients : ministères et départements gouvernementaux, Organismes nationaux de coordination sida, bénéficiaires du Fonds mondial (GF-PR) et Coordonnateurs nationaux (CCM), Organisations de la société civile (OSC), Organisations communautaires (OBC), organisations intergouvernementales et ONG internationales.

La mobilisation par les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA d'une expertise essentiellement locale et régionale est une valeur ajoutée et un avantage comparatif vis-à-vis des autres fournisseurs d'appui technique. Étant donné la diversité des contextes politiques, sociaux et culturels dans lesquels les ripostes sont intégrées dans les pays, il est largement reconnu que la connaissance de, et la sensibilité à, ces différences sont importantes pour la crédibilité des consultants et, en fin de compte, leur efficacité. D'où l'importance et la pertinence de l'expertise locale ou régionale. En Afrique de l'Ouest et du Centre, plus de 90% des experts proviennent de la Région, alors que ce chiffre dépasse 75% dans l'AOA et plus de 80% en Asie. La qualité de l'appui technique fourni par les dispositifs d'appui technique fait l'objet d'un suivi attentif et d'un examen au moyen d'évaluations et de rapports réguliers.

### **Financement innovant**

68. Le Secrétariat étudie activement un certain nombre de moyens d'accroître le financement du Programme Commun grâce à des sources de financement novatrices. Une grande partie de l'effort de mobilisation des ressources dans ce domaine est encore au stade exploratoire. De par leur nature, ces instruments ont tendance à être complexes à mettre en place avec le potentiel de fournir des ressources principalement à plus long terme.
69. Le Secrétariat est à un stade préliminaire dans l'exploration d'une opportunité de bénéficier d'une taxe sur le tourisme à imposer à la source, similaire à la Taxe de solidarité des billets d'avion (Airline Solidarity Tax - AST). Il travaille également à un

stade plus avancé avec une société de capital privé (private equity) pour développer un partenariat pour un fonds d'investissement à retombées sociales (Impact Investment) pour l'Afrique, avec un accent particulier sur le VIH et les entreprises liées à la santé. Une relation technique et de parrainage avec un tel fonds pourrait potentiellement générer un flux de financements substantiels pour le Programme Commun à plus long terme.

70. Une autre opportunité explorée est de travailler avec la Banque africaine de développement pour reproduire leur programme d'obligations vertes (Green Bond) pour les investissements climatiques avec un programme « Red Bond » pour financer l'assurance maladie, les systèmes de soins de santé universels et les ressources humaines pour les programmes de formation en santé, avec une petite partie des frais de placement versés au Programme Commun en échange d'un appui technique.
71. En outre, le Secrétariat continue d'explorer et de poursuivre la commercialisation de produits liés à des causes en collectant des fonds en vendant un produit spécifique, le produit net étant affecté aux programmes VIH, à la fois avec le produit (RED) et de manière indépendante.

## Financement innovant

Le terme « financement innovant » est utilisé pour décrire les différents mécanismes, les instruments et les sources de financement. Le Fonds Mondial et GAVI ont, par exemple, été décrits comme des mécanismes de financement innovants, bien qu'ils soient massivement financés par des sources traditionnelles telles que les gouvernements et les fondations. Les engagements de financement anticipés (Advanced Market Commitments - Pneumococcal Pilot - AMC) et la Conversion de prêts APD de l'Agence japonaise de coopération internationale pour la poliomyélite sont des exemples d'instruments de financement innovants (IFI), reposant à nouveau sur des donateurs gouvernementaux traditionnels et sur la Fondation Bill et Melinda Gates. Le produit (RED) est un exemple de sources de financement innovantes, en l'occurrence la vente au détail de produits aux consommateurs. De même, la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (Children's Investment Fund Foundation - CIFF) est une source innovante de fonds dépendant des revenus des fonds spéculatifs.

Entre 2002 et 2015, environ 8,9 milliards de dollars d'aide au développement pour la santé (2,3% de l'ADS) ont été mobilisés par l'intermédiaire de 10 IFI. De ce montant, 85% ont été financés par des sources traditionnelles telles que les recettes publiques et les dotations de fondations grâce à des engagements de financement anticipés, des conversions de prêts et de dettes et des fonds de contrepartie, 15% provenant de sources de financement innovantes. Les fonds générés par les IFI ont été acheminés principalement par GAVI et le Fonds Mondial. Les programmes de vaccination ont reçu le plus de financement (2,6 milliards de dollars), suivi par le VIH/sida (1 080,7 millions de dollars) et le paludisme (1028,9 millions de dollars). [a]

Une attention accrue a été accordée à la taxe de solidarité sur les billets d'avion (Airline Solidarity Tax - AST) et à la proposition de taxe européenne sur les transactions financières (Financial Transactions Tax - FTT) en tant qu'instruments innovants. En réalité, ni l'un ni l'autre de ces instruments ne sont particulièrement nouveaux, la taxe de solidarité sur les billets d'avion remontant aux péages routiers médiévaux et la taxe sur les transactions financières à l'obligation de timbre à partir de la fin des années 1600. La taxe de solidarité sur les billets d'avion a été mise en place en France, au Chili, au Cameroun, au Congo, à Madagascar, au Mali, à Maurice, au Niger et en République de Corée. Les taxes sur les transactions financières ont été mises en œuvre sous une forme ou une autre dans des dizaines de pays, mais pas encore à travers l'Union européenne malgré les propositions. En France, le principal promoteur de l'AST et de la TTF, les recettes de l'AST et un peu moins de la moitié de la TTF ont été allouées par le Parlement en 2016 à un Fonds de Solidarité pour le Développement (FSD) qui a été alloué à 12 différentes initiatives et organisations, y compris le Fonds Mondial, GAVI et UNITAID. Le point clé est que, comme pour toute autre aide au développement, ces fonds sont alloués annuellement par une loi du Parlement.[b]

Une source de financement innovante plus récente et potentiellement prometteuse est le développement de fonds d'investissement à retombées sociales (Impact Investment) basés sur des capitaux privés. Les investissements à retombées sociales sont définis comme des investissements réalisés pour générer un impact social et environnemental mesurable parallèlement aux rendements financiers. L'investissement à retombées sociales est une approche à croissance rapide et prometteuse vers l'investissement responsable, contribuant à la mise en œuvre des ODD, ainsi qu'au financement d'entreprises vertes et ayant un impact social. Le réseau mondial d'investissement à retombées sociales (Global Impact Investing Network - GIIN) a rapporté que 99 investisseurs avaient des actifs de 8 milliards de dollars engagés dans des

investissements à retombées sociales en 2012. En 2017, 209 investisseurs ont déclaré des actifs à retombées sociales d'environ 114 milliards de dollars, un chiffre qui constitue le meilleur « plancher » disponible pour la taille du marché mondial des investissements à retombées sociales.[c] Le baromètre de l'investissement africain à impact (African Investing for Impact - AIFI) donne un aperçu du marché croissant des investissements à retombées sociales et des stratégies mises en œuvre par des gestionnaires de fonds professionnels en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud. Le Baromètre 2016 a trouvé plus de 30 milliards de dollars investis dans la région répondant à la définition la plus stricte de l'investissement à retombées sociales.

[a] Les instruments de financement innovants pour la santé mondiale 2002-15 : une analyse systématique ; Rifat Atun, Sachin Silva, Felicia M Knaul ; Lancet Global Health 2017 ; 5: e720–26

[b] Projet de loi de finances pour 2017 : Aide publique au développement ; Rapport général n° 140 (2016-2017) de Mme Fabienne KELLER et M. Yvon COLLIN, fait au nom de la commission des finances, déposé le 24 novembre 2016

[c] Sondage annuel auprès des investisseurs visant les retombées sociales de 2017, The Global Impact Investing Network, mai 2017

### Actions prioritaires :

#### Tirer parti d'autres partenariats et de financements innovants

- Demander des directives au CCP sur l'ONUSIDA recevant un financement du Fonds Mondial.
- Explorez des partenariats avec d'autres partenaires clés, notamment UNITAID, les banques de développement régionales, Fonds OPEP pour le développement international/ (OPEC Fund for International Development - OFID), etc.
- Mettre en place un mécanisme de partage d'informations en réseau à New York et sur le terrain pour identifier et saisir les opportunités pour collecter des fonds pour le Programme Commun par le biais d'un financement commun au niveau des pays, y compris le FFMD.
- Explorer les possibilités de collaboration avec les banques régionales sur les obligations liées au sida et à la santé pour soutenir le financement de la transition.
- Explorer les opportunités pour des instruments de financement innovants tels que les investissements à retombées sociales (Impact Investments) pouvant générer un flux de financement pour le Programme Commun.
- Explorez l'opportunité d'une taxe de voyage avec un ou deux pays.

## VI. RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION COMMUNE DES RESSOURCES

72. Une mise en oeuvre rapide et efficace de ce Plan, y compris une approche renforcée des donateurs gouvernementaux et le développement de nouveaux partenariats peuvent fournir un UBRAF entièrement financé. L'ONUSIDA utilise plusieurs mécanismes et outils pour soutenir les efforts de mobilisation des ressources. Ceux-ci devront être revus et renforcés, et inclure :

- Groupe de travail du Programme Commun pour la mobilisation des ressources: Le groupe de travail du Programme Commun pour la mobilisation des ressources se composant des membres du Secrétariat et des Coparrainants a joué un rôle clé dans le développement de ce plan et affinera ses efforts de promotion et de communication communs, ainsi que d'autres aspects de la mise en oeuvre du plan commun de mobilisation des ressources, y compris les innovations.
- Registre des Investissements : Le groupe de travail sur la mobilisation des ressources identifiera et développera les priorités clés pour la collecte de fonds sur la base du UBRAF et développera le Code des Investissements (Investment Book). Le Code des Investissements décrira les domaines dans lesquels des opportunités sont disponibles pour un investissement partenariat/donateur, y compris l'énoncé de l'impact que de tels investissements pourraient avoir sur les progrès vers les ODD. Le Code des Investissements sera un outil dynamique et inclura des opportunités d'investissement aux niveaux mondial, régional et national et sera également présenté de manière thématique autour de domaines d'intérêt pour des donateurs spécifiques, identifiés dans les feuilles de route individuelles des donateurs.
- Plateforme de financement en ligne : En s'appuyant sur le Code des Investissements, le Programme Commun développera une plateforme unique de financement en ligne pour recueillir des fonds auprès de donateurs individuels. La plateforme amènera pour la première fois le travail de tous les Coparrainants sur le VIH sur un portail unique de don en ligne qui offrira des options pour les individus à donner à des thèmes ou des organisations spécifiques et à des régions/pays spécifiques. Une telle plateforme consolidera non seulement les communications du Programme Commun, mais apportera également des gains d'efficacité significatifs pour la collecte de fonds en ligne.
- Dialogue sur le Financement: Le Dialogue sur le Financement de l'ONUSIDA a été lancé en 2014 et a servi de plateforme pour la communication sur la valeur ajoutée du Programme Commun et a permis d'établir un lien direct avec les besoins de financement. Un Dialogue sur le Financement revigoré et plus visible sera mis en place, les participants étant invités à partir d'une base élargie de donateurs et de grands partenaires, y compris du secteur privé et des fondations. Les membres du CCP mèneront les efforts pour se réunir pour le dialogue en mettant davantage l'accent sur les engagements de financement.
- Collecte de fonds au niveau national: Une stratégie plus détaillée de mobilisation des ressources et des directives pour les pays qui relient efficacement la mobilisation des ressources au niveau national avec le processus de planification du travail du Programme Commun seront élaborées. Outre le renforcement des compétences du personnel et de la culture organisationnelle en matière de mobilisation des ressources, la simplification des processus internes et l'élaboration d'un solide mécanisme de soutien aux bureaux de pays seront mises en place pour recueillir des fonds auprès des donateurs gouvernementaux et du secteur privé ainsi que des fonds fiduciaires multidonateurs (FFMD) pour le Programme Commun.

- Systemes financiers et de reporting: Les mécanismes de réception et de distribution des fonds seront examinés afin de diriger plus facilement les fonds vers les équipes communes (Joint Teams) au niveau national pour le travail thématique et de recevoir des dons plus petits avec des processus plus simples et plus rapides, ainsi que pour recueillir des fonds auprès des particuliers et recevoir des fonds avec des exigences de rapport spécifiques des fondations.
- Communications communes: La communication est essentielle à tout effort de mobilisation de ressources. Le Programme Commun doit se vendre efficacement, en présentant des arguments convaincants en faveur de sa valeur ajoutée adaptée à chaque partie prenante potentielle. Les communications communes améliorées comprendront :
  - Des séances d'information stratégiques communes régulières du Secrétariat et des Coparrainants à l'intention des missions à Genève et à New York sur les résultats obtenus et avancés dans les principaux domaines thématiques ;
  - Des mises à jour régulières communes partagées avec les missions et les points focaux gouvernementaux suite aux briefings thématiques ;
  - L'exploitation stratégique du site Web de l'ONUSIDA et des médias sociaux pour des communications communes sur les résultats par le Secrétariat et les Coparrainants ;
  - La production de lettres d'information électroniques régulières pour tenir les donateurs informés des derniers développements du Programme Commun et des progrès réalisés dans la réponse au sida et des liens avec les ODD ;
  - Des mises à jour régulières sur les progrès réalisés dans la mobilisation des ressources présentées au CCP dans le cadre du point permanent de l'ordre du jour du UBRAF.

#### **Actions prioritaires :**

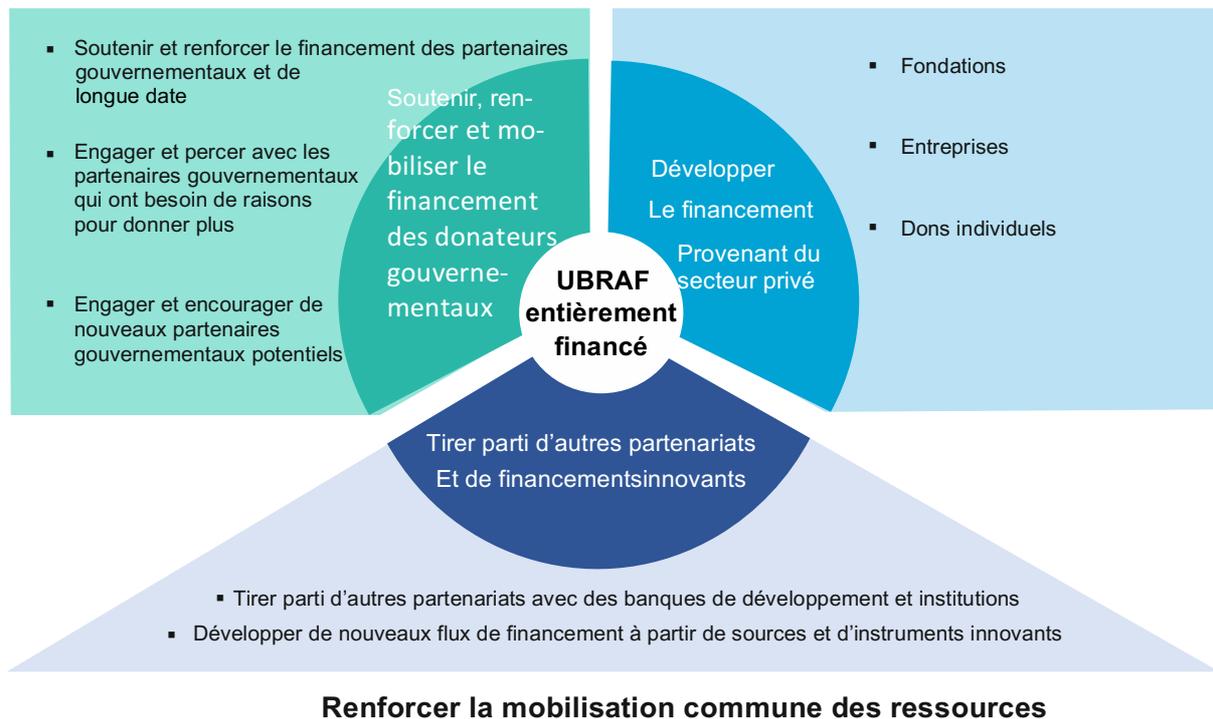
#### **Renforcement de la mobilisation commune des ressources**

- Revitaliser le groupe de travail sur la mobilisation commune des ressources.
- Développer des priorités spécifiques pour les domaines de la collecte commune de fonds.
- Développer un calendrier de visites communes de promotion, de communications aux donateurs.
- Développer le Registre des Investissements comme outil de mobilisation commune des ressources.
- Présenter chaque année au COC un rapport sur les progrès réalisés par le groupe de travail sur la mobilisation commune des ressources et veiller à ce que les directions jouent un rôle clair dans la promotion des campagnes de financement pour le Programme Commun durant les engagements auprès des donateurs.
- Communiquer le succès et entreprendre un examen périodique.

## VII. RENFORCER LES PERCEPTIONS POUR CONSTRUIRE LA MARQUE

73. La résussite dans le nouveau paysage financier requiert que l'ONUSIDA communique et démontre clairement aux donateurs et investisseurs en quoi son travail se démarque des autres acteurs, sa valeur-ajoutée, et comment son travail soutient leurs stratégies et objectifs. Ceci constitue une priorité pour l'opérationnalisation du plan commun de mobilisation des ressources.
74. Être perçu comme étant différent est une condition préalable pour être considéré comme un meilleur endroit pour investir. La différenciation de l'ONUSIDA en tant que partenariat unique et multisectoriel menant la réponse au sida et ouvrant la voie à la réalisation des ODD est un puissant point de départ. Décrire constamment la mission du Programme Commun est une partie indispensable de la construction d'une marque que les gens comprennent et dans laquelle ils souhaitent investir.
75. La promotion et la mobilisation des ressources pour la réponse au sida, le suivi et la communication des progrès par rapport aux objectifs mondiaux figurent parmi les principales fonctions du Programme Commun. L'ONUSIDA remplit également un espace unique pour que les partenaires de la société civile (y compris les organisations communautaires et de la base dirigées par des personnes vivant avec le VIH et d'autres populations cibles, les femmes, les jeunes et les acteurs confessionnels) jouent un rôle central dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des réponses au sida. Les Coparrainants individuels jouent un rôle irremplaçable dans l'élaboration de normes, de standards et de conseils techniques qui accélèrent l'adoption d'innovations en science et technologie.
76. Il est fondamental d'énoncer de manière convaincante la valeur ajoutée du Programme Commun en tant que centre de la réponse au sida et partenaire essentiel de mise en œuvre doté de capacités et multisectorielles et apte à stimuler et soutenir le changement politique au niveau des pays. Il est essentiel de renforcer les contributions narratives de chaque Coparrainant pour mieux mettre en évidence et énoncer son rôle dans le Programme Commun.
77. Il est essentiel d'énoncer l'impact qu'un Programme Commun affaibli aura sur la capacité du monde à progresser vers les ODD visés. Des efforts accrus pour incorporer la marque ONUSIDA dans les principales initiatives de l'ONUSIDA, y compris un message fort et cohérent qui énonce clairement le rôle et la valeur ajoutée du Programme Commun, soutiendraient les efforts de mobilisation des ressources de base.
78. Le département Communications et Promotion mondiale du Secrétariat est essentiel à ces efforts. Traduire les stratégies, initiatives et propositions d'investissement de l'ONUSIDA en des discours convaincants qui contextualisent le travail du Programme Commun et soulignent ses interconnexions et confluences avec les objectifs plus larges des donateurs et des investisseurs et les priorités des ODD facilite le financement des donateurs et des investisseurs. La tenue d'un « Registre des Investissements » générique décrivant les propositions de financement liées à des initiatives clés, qui peuvent être adaptées de manière modulaire, sera une priorité.
79. L'utilisation efficace du site Web révisé de l'ONUSIDA, du portail d'investissement et des médias sociaux pour renforcer les perceptions et soutenir la mobilisation des ressources fera l'objet d'une mise en œuvre de ce plan.

**Figure 9. Aperçu du Plan de Mobilisation des Ressources 2018-2021**  
**Renforcer les perceptions pour construire la marque**



### VIII. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

80. Le département Partenariat et Collecte de fonds du Programme de l'ONUSIDA coordonnera et jouera un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du Plan stratégique de Mobilisation des Ressources du Programme Commun.

81. Le Groupe de travail sur la mobilisation commune des ressources développera des plans d'actions annuels pour la mobilisation conjointe de ressources, y compris des visites conjointes auprès des donateurs, des développements de propositions, etc.

82. Le leadership du CCP peut jouer un rôle clé pour soutenir la mise en œuvre effective du plan, y compris en appelant les membres du CCP à :

- Plaider auprès d'autres pays, y compris au sein de leur circonscription et à l'extérieur de celle-ci, pour augmenter leur contribution financière au Programme Commun pour les fonds de bases et autres ressources du UBRAF ;
- Promouvoir la valeur du Programme Commun au niveau des pays et plaider en faveur du financement du Programme Commun dans les pays auprès des parlementaires, responsables gouvernementaux et organisations de la société civile ;
- Jouer un rôle de soutien dans les dialogues sur le financement ou d'autres mécanismes similaires tant des Coparrainants que du Secrétariat à des fins de collecte de fonds de base et non essentiels ;
- Plaider en faveur de la mobilisation des ressources pour le VIH et du Programme Commun lors des réunions du Conseil des Coparrainants et d'autres forums.

## IX. CONCLUSIONS

83. Le Programme Commun de l'ONUSIDA joue un rôle essentiel dans la réponse mondiale au sida et sera essentiel pour garantir que les investissements mondiaux visant à mettre fin au sida soient efficaces. L'ONUSIDA devra renforcer le partenariat avec les donateurs actuels et étendre la base des donateurs vers un UBRAF entièrement financé. L'évolution du contexte de financement et l'évolution vers un financement national accru pour la riposte au sida nécessiteront un Programme Commun bien conçu et efficace pour gérer des transitions efficaces et rendre compte par des rapports des progrès, des lacunes et des responsabilités.
84. Le plan énonce les mesures clés qui sont nécessaires pour élargir le financement du Programme Commun et les ressources nécessaires pour fournir un UBRAF entièrement financé. L'un des domaines dans lesquels le plan n'est pas entièrement énoncé concerne les possibilités de financement du Programme Commun en ce qui concerne le Fonds Mondial. Cela sera encore développé sur la base des résultats des discussions entre les présidents du Conseil d'administration du Fonds Mondial et du CCP.
85. Le CCP sera mis à jour sur la mise en œuvre du plan et les progrès réalisés grâce aux rapports réguliers de UBRAF.

[Fin du document]

## ANNEXE 1. MODELE DE FEUILLE DE ROUTE POUR LES DONATEURS D'ONUSIDA

**Objectif de collecte de fonds :** (Montant)

### Analyse de la situation

*Contexte politique :* Date des dernières élections et prochaines élections ; les résultats des élections et les prévisions ; forces politiques majeures ; et les développements politiques.

*Contexte politique :* Y compris un aperçu de la politique de développement et de ses principales composantes ; changements ou développements dans la politique ; et les changements de direction attendus.

### *Tendances du financement*

- Aperçu du financement de l'ONUSIDA et du rang des donateurs ;
- Aperçu de l'APD du pays sur 5 ans et plus
- Financement de la santé et du Fonds Mondial
- Raisons/contexte affectant les tendances de financement
- Principaux acteurs de la coopération au développement
- Comment l'APD est structurée et quelles sont les opportunités de prise de décision dans le processus budgétaire

*Cycle budgétaire :* Dates de l'année fiscale du pays.

### **Priorités stratégiques du gouvernement pour le développement et points d'entrée de l'ONUSIDA**

- Les priorités régionales et thématiques du gouvernement ;

### **Points d'entrée de l'ONUSIDA**

- Points de connexion avec les priorités, les programmes et les pays/régions cibles de l'ONUSIDA ; etc.

### **Commentaires notables sur le partenariat de l'ONUSIDA avec le pays**

- Liens vers des documents de politique et des revues pertinents
- Rappel sur les réunions et accords récents

### **Plan d'action**

- *Messages clés :* Messages clés sur mesure et proposition de valeur à utiliser avec le pays à la lumière des priorités et du contexte
- *Points d'entrée :* Points d'entrée potentiels pour l'engagement dans l'année à venir, y compris les réunions clés, les processus politiques, les plateformes intergouvernementales/internationales et la coopération thématique
- *Défis:* Défis prévus ou connus pour l'engagement.
- *Actions proposées :* Liste des actions clés à prendre avec un calendrier.

*Influenceurs clés:* Détails des personnes clés pour soutenir l'engagement, y compris le gouvernement, la société civile, les parlementaires, les chefs d'entreprise et les célébrités.

## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> Ce fut principalement dû au transfert des budgets de l'APD (aide publique au développement) pour faire face à la crise des réfugiés et n'était pas dû au manque d'engagement envers la riposte au sida ou à l'ONUSIDA
- <sup>2</sup> Ce plan se concentre uniquement sur le financement du UBRAF. Cependant, l'ONUSIDA propose de travailler avec la société civile sur l'élaboration d'une feuille de route distincte pour le financement de la société civile. L'ONUSIDA joue également un rôle clé dans la promotion d'une riposte au sida entièrement financée, y compris un Fonds Mondial entièrement financé.
- <sup>3</sup> Accélérer la riposte pour mettre fin au sida :
- [http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/20151027\\_UNAIDS\\_PCB37\\_15\\_18\\_EN\\_rev1.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/20151027_UNAIDS_PCB37_15_18_EN_rev1.pdf)
- <sup>4</sup> Les ressources extrabudgétaires se constituent de contributions en nature et en service ainsi que de financements de transfert administrés par l'ONUSIDA au profit de tiers tels que la société civile, par exemple.
- <sup>5</sup> Enregistré en tant qu'organisation à but non lucratif en vertu de l'article 501 (c) (3) de la loi fédérale américaine.
- <sup>6</sup> Stabilisation du Programme Commun à la lumière du déficit budgétaire : Impact et implications sur la mise en œuvre de la Stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA
- [http://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/20161123\\_UNAIDS\\_PCB39\\_UBRAF\\_Update-interim-DP721-PCB38\\_EN.pdf](http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/20161123_UNAIDS_PCB39_UBRAF_Update-interim-DP721-PCB38_EN.pdf)
- <sup>7</sup> Rapports du CAD de l'OCDE 2016
- <sup>8</sup> OCDE : Financement du développement des pays au-delà du CAD ; <http://www.oecd.org/development/stats/non-dac-reporting.htm>
- <sup>9</sup> <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/In-donor-refugee-costs-in-ODA.pdf>
- <sup>10</sup> Rapports du CAD de l'OCDE 2016
- <sup>11</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>12</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>13</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>14</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>15</sup> Société civile sud-africaine et riposte au sida : PRÉFACE ; SANAC ; <http://sanac.org.za/2017/05/15/south-african-civil-society-and-the-aids-response-preface/>
- <sup>16</sup> L'indice de durabilité de l'organisation de la société civile 2014/2015 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID)
- <sup>17</sup> L'indice de durabilité des OSC 2015 pour l'Afrique subsaharienne, USAID
- <sup>18</sup> L'indice de durabilité 2015 des OSC pour l'Asie, USAID
- <sup>19</sup> Subventions privées de l'OCDE déclarées sur OECD.stat
- <sup>20</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>21</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>22</sup> Collecte de fonds privés et partenariats : rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Conseil d'administration, deuxième session ordinaire de 2017
- <sup>23</sup> Collecte de fonds et partenariats avec le secteur privé, HCR, Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, Comité permanent 67e réunion, 13 septembre 2016
- <sup>24</sup> Collecte de fonds et partenariats avec le secteur privé, HCR, Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, Comité permanent 67e réunion, 13 septembre 2016
- <sup>25</sup> UNICEF USA <https://www.unicefusa.org/>
- <sup>26</sup> Ce plan se concentre uniquement sur le financement du UBRAF qui inclut le financement de l'ONUSIDA pour la société civile. Cependant, l'ONUSIDA propose de travailler en étroite collaboration avec la société civile pour soutenir le développement d'une feuille de route séparée pour un financement plus large de la société civile
- <sup>27</sup> Estimation composite basée sur les données de The Giving Institute, les profils philanthropiques d'UBS par région, les rapports de philanthropie du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), et Dahlberg Sizing the Field.
- <sup>28</sup> Collecte de fonds privés et partenariats : rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Conseil d'administration, deuxième session ordinaire de 2017
- <sup>29</sup> Collecte de fonds et partenariats avec le secteur privé, HCR, Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, Comité permanent 67e réunion, 13 septembre 2016
- <sup>30</sup> Rapport global 2016 du HCR
- <sup>31</sup> Institut de métrologie et d'évaluation sanitaire (IMHE). Financement de la base de données sur la santé mondiale. Seattle, WA : IMHE, Université de Washington, 2017
- <sup>32</sup> Un sondage réalisé auprès des coordonnateurs de pays (Country Coordinators) de l'ONUSIDA indique qu'entre 40 et 70% du temps de travail dans les bureaux de pays est consacré à soutenir directement les pays recevant des investissements du Fonds Mondial
- <sup>33</sup> Voir le chapitre séparé sur le Fonds Mondial